

Monsieur le Président, les conservateurs ont la responsabilité de démontrer au peuple canadien qu'ils vont finir de démontrer cette double face qu'ils ont montrée au peuple canadien au cours des premiers deux mois de leur mandat.

Ils n'ont pas de crédibilité auprès du peuple canadien. Ils disent une chose, c'est de créer des emplois, mais par la suite on parle de déficit. Ils vont faire des coupures, par exemple, en ce qui a trait à la Société canadienne d'hypothèques et de logement. En même temps, ils disent que leur politique c'est de créer plus de logements disponibles pour les ouvriers et pour le peuple pauvre, et en même temps ils coupent de 25 p. 100 les fonds disponibles à la SCHL pour l'aménagement des maisons, même si on sait que cet aménagement a créé cette année 20,000 emplois au Canada. Cela a créé 20,000 emplois, mais les conservateurs, dans le domaine de la politique économique, veulent couper les programmes, ils veulent réduire le nombre d'emplois au Canada et c'est pour cela que le ministre des Finances (M. Wilson) a honte, il a honte de présenter à la Chambre les documents qui démontrent clairement que sa politique d'économie va réduire le nombre d'emplois au Canada.

● (1740)

[Traduction]

Plus il avance, plus le gouvernement renie ses promesses.

Il vient parler de coopération à l'opposition. Il déclare aux Canadiens qu'il a besoin de 16 milliards de dollars pour mener à bien la tâche qui nous attend au cours des prochains mois. Le gouvernement fait appel à notre collaboration alors qu'il gouverne dans le secret. Il pratique une politique de gouvernement à huis clos.

Le seul moment où nous avons pu prendre connaissance de la politique du gouvernement tient à une erreur de la part du ministre des Finances qui avait oublié ses dossiers à la vue de tout le monde. Il me semble que le gouvernement devrait se donner comme ligne de conduite d'avertir les gens et les gouvernements du Manitoba, de l'Ontario et du Québec qu'il doit réduire encore les paiements de transfert de 200 millions de dollars parce qu'il n'a pas su renégocier les ententes. Les contribuables du Canada ont le droit de le savoir, mais certes pas par la farce grossière à laquelle nous avons eu droit cette semaine. Faire croire que le ministre inaugure une nouvelle ère de transparence parce qu'il sème ses dossiers derrière lui, c'est rire des gens. On a dit aujourd'hui à la Chambre, et je n'en doute pas un seul instant, que le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), en tant qu'ex-ministre des Finances, n'aurait jamais commis une erreur aussi grave. J'espère que le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement vont le réprimander.

Je sais qu'un grand nombre de députés de la majorité prennent leurs responsabilités très au sérieux. Ils ont passé beaucoup de temps à en discuter, surtout qu'ils n'ont à peu près rien d'autre à faire. Ils finiront par apprendre que, si petite soit-elle, l'opposition a le droit d'être entendue. Pour un parlementaire le droit le plus sacré est le droit de parole qui inclut le

Pouvoir d'emprunt

droit à la libre et entière discussion de toutes questions financières, par exemple, la dépense de 16 milliards de dollars. Je vois que le leader parlementaire du gouvernement (M. Hnatyshyn) semble partager cet avis. Quand il était dans l'opposition, il avait déclaré sans ambages...

M. Hnatyshyn: Moi?

Mme Copps: Vous faites signe que vous êtes d'accord.

M. Deans: C'est plutôt un signe de détresse.

Mme Copps: Pour les fins du compte rendu, soulignons que le leader parlementaire du gouvernement convient que nous devons tous prendre nos responsabilités très au sérieux. Pourtant le gouvernement ose présenter une mesure d'emprunt semblable alors que nous n'avons même pas abordé l'étude du budget supplémentaire, alors que nous ne pouvons même pas nous prononcer parce que le gouvernement est incapable de mettre de l'ordre dans ses politiques, alors que dans un geste d'arrogance sans précédent il propose une mesure d'emprunt pour la prochaine année financière; je conseillerais aux ministériels d'aller frapper à la porte de leur leader parlementaire, à celle du ministre des Finances et du député de Mississauga-Sud. J'espère que les députés des Maritimes iront dire au député de Mississauga-Sud s'ils appuient sa position relativement aux traversiers. Trouvent-ils normal qu'une hausse de 15 p. 100 frappe les services de traversiers?

Nous avons un travail à faire, monsieur le Président. Et nous allons continuer de jouer nos rôles respectifs pendant un certain temps, pendant quatre ans au moins.

M. Gormley: Pendant combien de temps?

Mme Copps: Vous dites?

M. Gormley: Beaucoup plus que quatre ans.

Mme Copps: Le député aura l'occasion de ravalier ses paroles, j'en suis certaine. Monsieur le Président, j'estime que le gouvernement a le devoir de fournir des renseignements et que nous partageons avec lui cette responsabilité.

[Français]

M. Della Noce: Monsieur le Président, je voudrais faire un commentaire.

[Traduction]

Je voudrais m'adresser à la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps). Elle n'en finit pas de parler et de présenter des arguments. Elle a dit très nettement que nous avions un mandat depuis le 4 septembre, mais je me demande si c'est de 1984 ou de 1972. Son gouvernement à elle a eu maintes occasions d'agir.

[Français]

Elle a parlé aussi, monsieur le Président, du chômage. Elle a parlé du chômage, elle a dit qu'on ne fait rien, qu'on ne fait rien, qu'on ne fait rien, qu'on coupe, qu'on coupe, qu'on coupe. C'est toujours la même histoire qu'on entend ici. Elle a eu toute sa chance, son gouvernement a eu toute la chance de le faire, de régler le problème des chômeurs. Il y avait 800,000 chômeurs, on a élevé cela à 1,500,000 et aujourd'hui, elle voudrait que dans deux mois on règle le problème du chômage. Ce sont les résultats que nous avons aussi.